
Proposition de Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation**éco21-PME (Optiwatt)****PA7 – Version 3.3**

La proposition de Plan d'Actions se base sur version 5 du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets.

A. Organisation du Plan d'Actions**1. Auteur·e de la proposition de Plan d'Actions**

L'auteur·e de la proposition de Plan d'Actions est la personne ou l'organisme qui a la responsabilité et qui gère les procédures liées au Standard genevois d'évaluation. Il·Elle peut être le·la propriétaire du Plan d'Actions.

Nom de l'auteur de Plan d'Actions	<i>Christian Bochon</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél. 022 420 83 04 Courriel : christian.bochon@sig-ge.ch</i>

2. Propriétaire du Plan d'Actions

Le·La propriétaire de Plan d'Actions peut être un organisme ou une personne différente de l'auteur de la proposition à qui il·elle a confié la gestion des procédures de valorisation des réductions d'émission de son Plan d'Actions dans le cadre du Standard genevois d'évaluation.

Nom du propriétaire du Plan d'Actions	<i>Christian Bochon</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon Tél. 022 420 83 04 Courriel : christian.bochon@sig-ge.ch</i>

B. Informations générales sur le Plan d'Actions

1. Description générale

Le Plan d'action éco21-PME (Optiwatt) (ci-après « éco21-PME ») est le plan d'action du programme éco21 de SIG qui s'adresse aux petites et moyennes entreprises (PME) du canton de Genève. Son but est d'accompagner les 17'000 PME genevoises vers l'efficacité énergétique, la réduction des déchets et le développement de l'économie circulaire (D&EC). Il s'inscrit dans les objectifs de SIG visant à accroître l'indépendance énergétique cantonale et à renforcer la compétitivité de l'économie locale.

Deux prestations différentes sont proposées aux PME en fonction de leur consommation d'énergie :

- Petites PME : Consommation au-dessous de 100'000 kWh d'électricité par an : Accompagnement structuré par branche d'activité : Proposer aux PME des actions d'efficacité énergétique et de gestion des déchets priorisées en fonction de leur branche d'activité
- Grandes PME : Consommation au-dessus de 100'000 kWh d'électricité par an : Gestion de l'énergie déléguée : Proposer aux PME un accompagnement personnalisé en gestion de l'énergie et en gestion des déchets dans la durée par un interlocuteur unique : le Gestionnaire énergie délégué (GED) ou le Gestionnaire déchets délégué

La démarche porte sur les énergies électrique et thermique, l'eau et les déchets.

éco21-PME a été développé par SIG-éco21 en partenariat avec l'Office cantonal de l'énergie du canton de Genève (ci-après « OCEN ») et le programme PEIK de SuisseEnergie.

2. Objectifs

éco21-PME vise à améliorer l'efficacité énergétique des PME genevoises et à les inciter à réaliser des Actions de réduction de leur consommation d'énergie et d'eau, de leurs émissions de CO₂ et de leurs déchets. Ceci se décline ainsi pour les deux sous-groupes :

- Petites PME :
 - o Déclencher la réalisation d'Actions
 - o Réduire la consommation d'énergie et la facture des PME
 - o Améliorer la réduction des déchets à la source, le tri, la valorisation et le réemploi
 - o Créer un lien avec les petites PME qui n'ont que très peu de contact avec SIG
 - o Fidéliser les clients dans la perspective de l'ouverture des marchés de l'électricité
- Grandes PME :
 - o Déclencher la réalisation d'Actions
 - o Mettre en place une gestion de l'énergie réalisée par un expert externe
 - o Réduire la consommation d'énergie et la facture des PME
 - o Développer une réduction à la source et une gestion des déchets (tri, réemploi, etc.)
 - o Créer un lien de confiance et de partenariat entre la PME et son GED
 - o Fidéliser les clients

- Accompagner les clients « grands consommateurs » dans leur mise en conformité vis-à-vis de la loi cantonale sur l'énergie
- Accompagner les entreprises dans leur mise en conformité des directives communales et cantonales en matière de gestion des déchets

3. Périmètre et rayon d'action du Plan d'Actions

éco21-PME s'adresse aux entreprises et organisations établies sur le canton de Genève. Les Particuliers et les immeubles d'habitation sont exclus.

En principe, une PME qui bénéficie du Plan d'Actions éco21-PME ne peut pas en même temps bénéficier du Plan d'Actions éco21-Grandes entreprises. Il est possible que certaines grandes entreprises engagent l'un de leur site dans un accompagnement éco21-PME pour les grandes PME. Dans ce cas, les économies générées par le site suivront les processus du Plan d'Actions éco21-PME et seront comptabilisées par celui-ci.

4. Type d'Actions

Les types d'Actions admis dans éco21-PME sont listés dans le tableau ci-dessous :

dessous :

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	Optimisation énergétique (côté demande ou production)	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	Projets d'investissement	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité <input checked="" type="checkbox"/> Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur <input checked="" type="checkbox"/> Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz (anticipée pour les projets touchant au chauffage des bâtiments), substitution de mazout ou de gaz par des énergies renouvelables <input checked="" type="checkbox"/> Réduction des émissions de GES
	Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises <input checked="" type="checkbox"/> Substitution de carburants
Déchets	Tri des déchets	<input checked="" type="checkbox"/> Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets <input checked="" type="checkbox"/> Optimisation de la collecte

		<input checked="" type="checkbox"/> Développement de nouvelles filières de tri, mise en place de déchetteries, formation et/ou sensibilisation des utilisateurs
Ressources	Réduction à la source des déchets et préservation des ressources	<input checked="" type="checkbox"/> Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité <input checked="" type="checkbox"/> Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne) <input checked="" type="checkbox"/> Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main, création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, plateforme informatique, etc.).
	Préservation de l'environnement	<input type="checkbox"/> Eco-conception <input checked="" type="checkbox"/> Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Changement de comportement (sensibilisation zéro déchets, numérique responsable, etc.)

5. Délimitation par rapport à d'autres instruments (législatif ou autres)

Les processus mis en place pour la sélection des Actions comptabilisées par éco21-PME permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.

Les thématiques des déchets et de l'économie circulaire ne sont pas couvertes par la loi sur le CO₂ ou un autre programme. Il n'y a donc pas de risque de double comptabilité.

6. Risques de double comptabilité par rapport à d'autres instruments (législatifs ou autres)

Les réductions d'émissions de CO₂ liées aux économies de déchets étant considérées comme des émissions indirectes, aucun certificat négociable n'est généré et donc il n'y a pas de risque de double comptabilité.

C. Description du Plan d'Actions

1. Description générale

éco21-PME propose aux PME des prestations d'accompagnement en gestion de l'énergie et des déchets dans une démarche structurée en se basant sur des outils adaptés à leur secteur d'activité et à leur niveau de consommation.

a. Petites PME

L'accompagnement pour les petites PME se base sur des plans d'action d'efficacité énergétique et de réduction des déchets personnalisés faisant suite à un diagnostic gratuit réalisé sur place par un Conseiller éco21. La démarche est organisée sous la forme d'opérations limitées dans le temps et visant un quartier ou un secteur d'activité en particulier.

Le Conseiller éco21 se rend directement dans la PME en mode « porte à porte » et lui propose de réaliser un diagnostic énergétique et de sa gestion des déchets. Le Conseiller remplit ensuite un plan d'action en indiquant pour chaque usage si un potentiel d'économie est présent ou non, l'action à entreprendre le cas échéant et liste les actions d'amélioration de la gestion des déchets. La constitution du plan d'action doit être réalisée en 1h maximum. Le but de la visite est d'engager l'entreprise dans la réalisation d'au moins une Action. Au terme de sa visite, le Conseiller laissera à l'entreprise le plan d'action ainsi qu'une fiche indiquant au client les prochaines étapes à entreprendre pour réaliser l'action. Il existe autant de fiches que d'usages énergétiques. La PME sera suivie ensuite par les équipes éco21 qui gèrent les solutions relatives au type d'action que l'entreprise souhaitera réaliser.

b. Grandes PME

éco21-PME propose une démarche complète d'accompagnement en gestion de l'énergie personnalisée réalisée par un expert externe, le Gestionnaire énergie délégué (GED). La démarche est à la carte et doit répondre aux besoins spécifiques de l'entreprise. Le GED doit devenir le partenaire de confiance de l'entreprise pour toutes les questions liées à l'énergie. La démarche se compose des étapes suivantes :

1. Réalisation d'un audit multi-fluide (énergie thermique, électrique et eau) par le GED dans le cadre du programme PEIK de SuisseEnergie
 - Prestation soutenue à 50% par SuisseEnergie (max. 1500 CHF) et à 25% par l'OCEN (max. 1000 CHF) pour les sites non soumis à l'article grands consommateurs de la Len
2. Définition d'un plan d'action conjointement entre la PME et son GED
3. Accompagnement de l'entreprise par le GED dans la réalisation du plan d'action et la gestion de l'énergie de la PME (suivi de consommations d'énergie et d'eau, prise en charge des demandes de soutiens financiers, expertise énergie dans l'achat de nouveau matériel, établissement d'indicateurs de performance énergétique, etc.), en fonction des besoins de la PME.
4. Réalisation d'un bilan annuel : bilan des actions réalisées, mise à jour du plan d'action, suivi des consommations d'énergie et d'eau et des indicateurs de performance énergétique.

Les prestations d'accompagnement sont soutenues financièrement à 50% par SIG-éco21 (max. 120h sur 3 ans, renouvelable sur demande justifiée) pour les clients fournis en électricité par SIG.

La prestation pour les grandes PME est considérée par l'OCEN comme une variante de mise en conformité vis-à-vis de l'article « grands consommateurs » de la loi sur l'énergie du canton de Genève (Len). Elle est réservée aux PME dans la cible d'éco21-PME. L'objectif de réalisation des actions rentables en moins de 3 ans dans les deux ans qui suivent la réalisation

de l'audit s'applique de façon similaire à la variante Audit standard. Celles-ci ont accès à tout ou partie des aides financières en fonction de leur situation.

La collaboration avec le programme PEIK de SuisseEnergie a été formalisée par deux Conventions signées par SIG-éco21.

Pour la thématique des déchets et de l'économie circulaire, la démarche suit le même processus et peut être réalisée en même temps que celle concernant l'énergie ou de façon indépendante. L'entreprise sera accompagnée par un expert en déchets et économie circulaire, le Gestionnaire déchets délégué (GDD). La démarche se compose des étapes suivantes :

1. Réalisation d'un audit déchets et économie circulaire par le GDD
2. Définition d'un plan d'action conjointement entre la PME et le GDD
3. Accompagnement de l'entreprise par le GDD dans la réalisation du plan d'action, dans la gestion des déchets de la PME en fonction de ses besoins
4. Réalisation d'un bilan annuel : bilan des actions réalisées, mise à jour du plan d'action, suivi des productions de déchets et des indicateurs de performance

Pour les petites et les grandes PME, des primes financières aux économies d'énergie et de déchets viennent en outre soutenir la réalisation des Actions (cf. chapitre H).

c. Type d'action soutenu

Tout type d'action d'économie d'énergie, d'émissions de CO₂, de déchets et/ou de ressources est potentiellement soutenu par éco21-PME. Les Actions qui répondent aux conditions d'accès des Solutions Techniques validées par le Standard genevois d'évaluation sont prises en charge et valorisées dans le cadre de ces Solutions techniques (ex : Optimisation énergétique, chauffage renouvelable, ECS pour les PME, etc.). Seules les Actions qui engendrent des effets qui ne sont pas déjà pris en charge par une Solution technique seront suivis dans le cadre de ce Plan d'Actions.

d. Comité de validation éco21-PME énergie et CO₂

Un Comité de validation (ci-après « Comité éco21-PME ») a été mis en place pour le traitement des Actions d'économie d'énergie et de CO₂ soumises dans le cadre d'éco21-PME par les petites et les grandes PME. Il est constitué de représentants d'éco21-PME, de l'Office cantonal de l'énergie (OCEN), de l'Université de Genève et d'un ingénieur expert SIG. Il a les missions suivantes :

- Acceptation des Actions soumises en suivant les principes d'additionnalité exposés au chapitre D
- Détermination de
 - o la méthode de suivi des effets : DEE avec ou sans mesures, calculs de l'Audit PEIK ou simulation de l'outil Eclairage

Pour les actions de réduction des émissions de CO₂ :

- o le type d'action : optimisation ou investissement
- o la durée de crédit

- la durée de rétribution
- Validation des calculs des effets après réalisation de l'Action (validation de la DEE ou vérification des calculs issus de l'audit PEIK ou de la simulation Eclairage).
- Contrôle des factures liées à l'Action
- Validation de la valeur finale des effets

Dès cette dernière validation, les effets peuvent être comptabilisés et les primes financières peuvent être versées.

e. Validation des actions déchets et économie circulaire

Le mode de validation des actions déchets et économie circulaire dépend du type d'action. Le tableau ci-dessous liste les types d'action et leur validation :

Type d'action	Mode de validation
Tri des déchets et mise en place de nouvelles filières	Sur la base du volume des déchets produits l'année N-1 (justificatifs par typologie de déchets), document précisant l'inventaire des déchets et les filières utilisées
Sensibilisation des petites PME	Signature du client prouvant la visite du Conseiller éco21. Dans le cas de sensibilisation des utilisateurs, feuille d'émargement
Echanges de biens	Fiche de transfert signée et tamponnée
Actions spécifique	Comité déchets, validation du Responsable Plan déchets

2. Facteurs d'émission CO₂

Les facteurs d'émission applicables pour les Actions sont ceux figurant dans le Document spécifique du Standard genevois d'évaluation.

Les agents énergétiques de référence sont ceux utilisés par l'ancienne installation ou l'installation optimisée.

3. Méthodologies appliquées

Le calcul des effets des Actions prises en compte dans le Plan d'action se base sur les méthodologies suivantes :

- M05 et ME05 : Déclaration d'économie d'énergie (DEE)
- Méthodologies de calcul de l'outil d'audit du programme PEIK de SuisseEnergie¹
- ME10a Eclairage méthode standard
- ME10b Eclairage méthode simplifiée

¹ PEIK est le programme de SuisseEnergie pour les PME. Il vise à inciter les PME à identifier et réaliser des projets d'économies d'énergie grâce à la réalisation d'un audit énergétique. L'audit est réalisé sur un outil informatique et permet la standardisation des calculs d'économie d'énergie. Dans les cas les plus simples, le Comité de validation éco21-PME considère les calculs issus de l'audit PEIK comme suffisants pour démontrer les économies d'énergie réalisées par les Actions. Plus d'informations sur le programme PEIK : www.peik.ch

- ME11 Circulateurs
- MD19 Sensibilisation déchets
- MD20 Réduction de tonnes de déchets par le recyclage
- MD22 C-EEE Circularisation des équipements électriques et électroniques
- MD23 EC – Tout produit (Réemploi, Surcyclage, Partage)

4. Effets attendus

Les objectifs annuels se montent à une réduction de 1500 tCO₂ et 1.5 GWh d'électricité. Il n'y a pas encore d'objectifs chiffrés pour les déchets et les ressources.

5. Valorisation des effets

Les effets générés par le Plan d'Action sont comptabilisés distinctement selon leur type de valorisation admis. Les tableaux ci-dessous détaillent les différentes valorisations possibles et précisent quels effets donnent lieu à une comptabilisation, lesquels à des certificats négociables et lesquels à des aides financières de SIG-éco21.

Légende :

C = Comptabilisation

CN = Certificats négociables

F = Aide financière éco21

	Electricité
SIG	C, F
OCEN	C
Autres programmes	C

	Emissions de CO₂
Certificats négociables	C, CN, F
Contribution environnementale	C, F
OCEN	C
Autres programmes	C
Emissions indirectes	C, F

	Déchets
SIG	C, F

Définitions :

- *SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21
- *Certificats négociables* : Réduction d'émissions de CO₂ attribuable entièrement au programme SIG-éco21 et pouvant faire l'objet de certificats négociables

- *Contribution environnementale* : Réduction d'émissions de CO₂ réalisée sur un CAD exempté de la taxe sur le CO₂
- *OCEN* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité soutenue financièrement par l'OCEN ou issue de Projets ou d'Action permettant d'accélérer significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur
- *Autres programmes* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité réalisée dans le cadre du Plan d'Actions mais comptabilisée également par d'autres programmes et pour laquelle aucun double financement n'est possible (ex : économies d'électricité soutenues par Prokilowatt, économies de CO₂ réalisées par une entreprise exemptée de la taxe CO₂, économie d'électricité réalisée par une organisation exemptée du supplément réseau, etc.)
- *Emissions indirectes* : Réductions d'émissions indirectes (ex : liées à des actions portant sur les déchets)

6. Prise en compte des fuites

Des fuites (effets interactifs) peuvent exister mais sont en principe négligeables. Si une Action présente des fuites importantes, celles-ci seront identifiées par le Comité éco21-PME et comptabilisées dans le calcul des réductions d'émission.

7. Facteurs d'influence

Concernant l'énergie et les émissions de CO₂, les facteurs d'influence pour le Plan d'Actions peuvent être d'ordre financier ou légal. Les tarifs de l'énergie peuvent avoir un impact positif ou négatif sur le Plan d'Actions et l'additionnalité financière des Actions. Au niveau légal, l'évolution de la législation tant au niveau des normes que de la réglementation concernant les grands consommateurs peut influencer l'éligibilité des Actions. Cet aspect est contrôlé par la présence d'un représentant de l'Office cantonal de l'énergie au sein du Comité de validation éco21-PME.

Concernant les déchets et l'économie circulaire, les facteurs d'influence peuvent être d'ordre financier ou légal. Selon l'évolution de la législation en matière de déchets, l'additionnalité du Plan d'Action pourrait être remise en question. Les évolutions dans les tarifs des prestataires spécialisés dans la gestion des déchets peuvent également impacter le Plan d'Action.

D. Additionnalité

1. Additionnalité réglementaire et légale

Au niveau des actions déchets le Plan d'Actions accélère significativement le déploiement des obligations réglementaires de la LGD (Loi sur la gestion des déchets) du 20 mai 1999, remplacée par la nouvelle LGD approuvée le 2 septembre 2022. Il permet avec des moyens facilitateurs associés (entre-autres la méthodologie et les solutions SIG-éco21) le passage à l'action des PME et l'obtention de résultats en termes de diminution de quantité de déchets incinérés et/ou d'augmentation du taux de tri.

Au niveau des Actions d'efficacité énergétique et de réduction du CO₂, le Comité éco21-PME est garant du respect de l'additionnalité réglementaire et légale et veille à ce que les Actions soumises qui répondent à des obligations législatives puissent être comptabilisées dans un compte distinct selon les principes du Standard genevois d'évaluation mais ne puissent pas faire l'objet d'une valorisation sous forme de certificats négociables.

Concernant les sites qualifiés de « grands consommateurs » par l'OCEN au sens de la LEn, deux régimes s'appliquent (cf. Annexe 1) :

- Sites ayant reçu la Décision administrative leur signifiant leurs obligations en tant que « grands consommateurs » (ci-après « DA ») en 2016 et avant : comptabilisation des Actions dont le temps de retour sur investissement est égal ou inférieur à 3 ans mais aucune aide financière ne peut être versée et aucune valorisation sous forme de certificats négociables n'est admise
- Sites ayant reçu la DA en 2017 : comptabilisation de toutes les Actions quel que soit leur temps de retour sur investissement.
- Sites n'ayant pas encore reçu la DA : comptabilisation, aide financière et valorisation sous forme de certificats négociables possible pour toutes les Actions quel que soit leur temps de retour sur investissement. Dès le moment où le site reçoit la DA, toutes les actions qui n'avaient pas déjà été identifiées antérieurement et qui présentent un temps de retour sur investissement égal ou inférieur à 3 ans seront considérées comme obligatoires et ne pourront plus faire l'objet d'une aide financière ou d'une valorisation sous forme de certificats négociables.

Le Comité éco21-PME veille au moment de l'acceptation de l'Action au respect de ce principe. Si des exceptions devaient être appliquées par rapport à cette règle, celles-ci doivent être validées par l'OCEN au sein du Comité éco21-PME.

Les Actions d'économie de CO₂ issues d'organisations exemptées de la taxe sur le CO₂ peuvent être comptabilisées mais aucune aide financière ne peut être versée et aucune valorisation sous forme de certificats négociables n'est admise. Il en va de même pour les Actions d'économies d'électricité réalisées dans une entreprise bénéficiant du remboursement du supplément réseau.

Enfin, toute Action rendue obligatoire par d'autres règlements que ceux liés au cadre énergétique et/ou CO₂ (Opair, ORRchim, etc.) n'est également pas éligible sauf si elle témoigne d'une sur-efficacité par rapport à ce qu'on peut trouver au niveau standard du marché. Dans ce cadre, l'approche et la prise en compte de ce type d'action est définie spécifiquement pour chaque Action par le Comité éco21-PME.

2. Analyse des barrières

a. Barrières financières

Étant donné leur situation financière, les PME ne sont souvent pas très enclines à réaliser des actions de performance énergétique. Elles préfèrent investir sur des installations de production, directement liées à leur activité. Investir sur une installation qui fonctionne pour une raison d'efficacité énergétique est une décision rarement prise naturellement par une entreprise. De plus, si celle-ci présente un temps de retour sur investissement trop élevé, la décision sera encore plus difficile.

Malheureusement, et malgré l'aspect stratégique, l'énergie ne pèse pas encore un poids très important dans leur structure de coût.

Les aides financières proposées par éco21-PME permettent de lever ces barrières et diminuer le temps de retour sur investissement. Elles contribuent à rendre les actions acceptables par les chefs d'entreprise.

En matière de déchets et d'économie circulaire, les barrières qui freinent les entreprises à trier les déchets sont multiples :

- Coûts liés à la mise en place de moyens logistiques et humains
- Coûts pouvant être liés aux contrats avec les Prestataires Transporteurs (Recycleurs)
- Taxe ordure déjà appliquée dans certaine commune.

b. Barrières technologiques / techniques

La grande majorité des PME ne dispose pas en interne de collaborateurs s'occupant des questions énergétiques. Chez les grandes PME, on trouve selon les secteurs d'activité un responsable technique mais celui-ci n'est pas spécialisé en énergie. Le manque ou l'absence de compétences spécifiques freine la mise en place d'une gestion de l'énergie et la réalisation d'actions.

L'accompagnement des PME proposé par éco21-PME, grâce aux plans d'action personnalisés pour les petites PME ou au Gestionnaire énergie délégué pour les grandes PME, permet de combler le déficit de compétences et d'information et de donner les moyens aux PME de prendre des décisions en matière d'efficacité énergétique.

Concernant les déchets et l'économie circulaire, les barrières technologiques et techniques sont le manque de ressources et de temps disponibles à attribuer à ce sujet il n'y a pas de personne formée sur le sujet de plus les espaces restreints freinent la mise en place de plusieurs contenants ou le stockage de biens pour le réemploi.

c. Barrières culturelles et structurelles

La gestion de l'énergie n'est pas ancrée dans les processus standard des entreprises. De plus, il existe très peu d'offres dans le domaine de la gestion de l'énergie pour les PME. A SIG,

seule une petite partie d'entre elles (1% environ) ont un chargé de client dédié. Le contact avec SIG se réduit donc souvent au paiement de la facture d'énergie.

Les chefs d'entreprise des PME se caractérisent par ailleurs par un grand manque de temps. Ils portent de multiples casquettes et font face à des problématiques très complexes qu'ils sont souvent seuls à devoir gérer. L'énergie n'est donc pas leur priorité.

Les différentes prestations proposées par éco21-PME sensibilisent les chefs d'entreprise à l'importance et au côté stratégique de la gestion de l'énergie. Elles les soulagent, les déchargent et leur donnent les informations, les clés et l'accompagnement nécessaires à la réalisation d'actions et à l'augmentation de leur efficacité énergétique. Elles sont également valorisées et se sentent prises en charge de façon personnalisée, ce qui augmente leur satisfaction et les rend également plus motivées à entreprendre des actions.

En matière de déchets et d'économie circulaire, les barrières culturelles et structurelles qui freinent les entreprises à trier les déchets sont multiples :

- Méconnaissance, des obligations et des moyens disponibles, des risques et des conséquences de ne pas faire
- Sujet complexe, ont besoin d'être aidés et accompagnés
- Ne connaissent pas ou peu leurs gisements, leurs typologies de déchets
- Ressources et temps disponible à attribuer à ce sujet
- Espaces restreints freinant la mise en place de plusieurs contenants

3. Analyse de la pratique courante

Quasiment aucune PME ne dispose d'un processus de gestion de l'énergie ou ne connaît ses potentiels d'économie d'énergie. De façon similaire, très peu de PME entreprennent des actions de performance énergétique sans autres raisons liées (panne d'une installation, installation plus aux normes, etc.).

Concernant les déchets et l'économie circulaire, les pratiques des PME sont diverses. Certaines ont souscrit un contrat avec des Prestataires collecteurs (Recycleurs), d'autres utilisent les moyens de collectes communaux. Il arrive également que certaines aillent directement livrer leurs déchets au four d'incinération des Cheneviers. L'idée de trier des déchets vient surtout à la suite des obligations communales et/ou cantonales. Beaucoup utilisent le système le plus simple visant à tout mélanger dans le container de la Commune, à l'exception de quelques déchets dont il est possible, si pas trop contraignant de mettre dans les éco points des Communes. Très peu de PME ont investi dans des ressources pour la mise en place d'une gestion des déchets. Les connaissances en matière de déchets sont relativement limitées.

Le Plan d'Actions va permettre d'accélérer significativement la réalisation d'Actions chez les PME tant dans le domaine de l'énergie que de celui des déchets.

E. Soutiens financiers

Le Plan d'Actions éco21-PME n'a reçu aucun soutien financier extérieur.

Dans le cadre de son processus de suivi des Actions, éco21-PME vérifie que les PME ne touchent pas d'autres soutiens financiers issues d'autres organismes de soutien. Si c'est le cas, les économies font l'objet d'une comptabilité distincte.

F. Echancier

Le Plan d'Actions éco21-PME existe depuis 2012. Jusqu'à mi 2017, il ne proposait que des incitations financières pour les économies d'électricité et un accompagnement spécifique pour les actions portant sur l'éclairage. Depuis mi-2017, les actions thermiques et les nouvelles prestations d'accompagnement présentées dans ce document ont été intégrées au Plan d'Actions. Le Comité éco21-PME a été mis en place en été 2018 et a accepté les premières actions de réduction d'émissions de CO₂. Depuis 2021, les actions portant sur les déchets et l'économie circulaires ont été intégrées au Plan d'Action.

La durée d'activité du Plan d'Actions éco21-PME n'est pas définie à ce jour. Cependant, conformément aux règles du Standard genevois d'évaluation, la durée de validation du Plan d'Action est fixée à 10 ans depuis la date du rapport de validation. Au terme de cette période, le Plan d'action devra être à nouveau validé pour tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire et du contexte.

La période de créditation est celle définie pour chaque Action par le Comité éco21-PME en cohérence avec les méthodologies utilisées. Elle correspond au maximum à la durée de vie des Actions.

Pour les actions d'économies de déchets ou d'économie circulaire, la durée de créditation des tonnes de déchets et des économies de CO₂ se monte à 3 ans. Au-delà, on estime que les efforts ont été intégrés dans les processus habituels.

G. Plan de suivi

1. Description

Les étapes de validation du Comité éco21-PME sont enregistrées dans un outil informatique.

Dès que le Comité éco21-PME a validé les factures liées à l'Action et la valeur finale des économies d'énergie et de CO₂, l'Action est comptabilisée. C'est également à ce moment-là que l'incitation financière peut être versée à l'entreprise.

Une extraction de l'outil informatique trié sur les Actions comptabilisées l'année monitorée sera jointe au Rapport de calcul des effets.

Les résultats sont détaillés par type de valorisation selon ce qui figure au chapitre C.5.

Concernant les déchets, les actions sont renseignées dans un fichier excel et pour certaines également sur le même outil informatique que pour les Actions d'efficacité énergétique et de CO₂. Dans le cas des échanges circulaires de bien au travers de la plateforme Re-sources, les actions sont enregistrées par l'outil lui-même qui délivre un reporting précis par mois.

2. Fréquence

Le suivi sera réalisé chaque année civile.

3. Données enregistrées

Les données qui seront enregistrées sont listées dans le tableau ci-dessous :

Economies liées aux Actions d'efficacité énergétique

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	kWh, litres, Nm ³ , tCO ₂ , etc.
Description	Consommations d'énergie, niveau d'émissions
Source	Relevés ou calculs.
Procédure de mesure	Est fonction de l'Action et déterminé par le Comité éco21-PME
Fréquence de la mesure	Est fonction de l'Action et déterminé par le Comité éco21-PME
Commentaires	-

Economies liées aux Actions D&EC

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	Tonne de déchets
Description	Tonne de déchet évitée (si réemploi). Tonne de déchets non incinérée par fraction, en diminution du tonnage incinéré (ordures ou incinérables)
Source	Documents officiels déchets (factures, bon de livraison, inventaire précis et détaillé)
Procédure de mesure	Sur la base de documents de traçabilité (ci-dessus), comparatif avec l'année N-1. Pour 2022, l'année de référence est 2019
Fréquence de la mesure	1 / an
Commentaires	Un relevé par année calendaire et complété (au 31.12 de chaque année). Ce relevé sera mesuré chaque fin d'année et pour une période de 3 ans (3 exercices).

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	tCO ₂ liée aux actions D&EC
Description	Tonne de déchets non incinérée, en diminution du tonnage incinéré (ordures ou incinérables)

Source	Documents officiels déchets (factures, bon de livraison, inventaire précis et détaillé)
Procédure de mesure	Sur la base de documents de traçabilité (ci-dessus), comparatif avec l'année N-1. Pour 2022, l'année de référence est 2019. On analyse avec cela quelles sont les fractions qui ont généré les économies de déchets incinérés.
Fréquence de la mesure	1 / an
Commentaires	Application du facteur d'émission de la fraction évitée en fonction des tonnes de déchets

4. Assurance qualité

Pour les Actions d'économie d'énergie et de CO₂, le Comité éco21-PME contrôle que les valeurs validées sont correctes. L'outil informatique est mis à jour et un PV de séance est réalisé.

Les DEE sont validées par le Comité éco21-PME.

Les Audits PEIK sont contrôlés et validés par SuisseEnergie et revus par le Comité éco21-PME.

Concernant les Actions D&EC, tous les calculs des Actions sont vérifiés par le Responsable du Plan déchets. Pour les échanges, la totalité des calculs sont effectués sur la base du document de « transfert » qui indique en détails toutes les informations nécessaires, document qui est daté et signé des deux parties « donateur et repreneur ».

H. Aspect financier du Plan d'Actions

L'audit réalisé par le GED dans le cadre du programme PEIK de SuisseEnergie est soutenu à 50% par SuisseEnergie (max. 1500 CHF) et à 25% par l'OCEN (max. 1000 CHF) pour les sites non soumis à l'article grands consommateurs de la LEn.

Les prestations d'accompagnement par le GED sont fixées à CHF 135/h HT et sont soutenues financièrement à 50% par SIG-éco21 (max. 120h sur 3 ans, renouvelable sur demande justifiée) pour les clients fournis en électricité par SIG.

Le soutien financier apporté aux Actions d'efficacité énergétique est de CHF 0.21 par kWh électrique économisé et de CHF 40 par tonne d'émission de CO₂ économisée à concurrence de 50% des investissements.

Pour les économies de CO₂ liées aux actions d'efficacité énergétique, la durée de rétribution est de 10 ans sauf si la durée de vie de l'Action est inférieure. Dans ce cas, la rétribution sera calculée sur la durée de vie de l'Action.

Un facteur d'actualisation est utilisé pour tenir compte d'une réduction éventuelle des effets de l'Action et du coût de l'argent. En effet, le soutien financier est versé en une seule fois à l'organisation dès la validation du Comité éco21-PME.

Pour les petites PME, la rémunération des Conseillers éco21 pour les visites en porte à porte se monte à CHF 100/h et est entièrement pris en charge par SIG-éco21.

Le soutien financier apporté aux Actions D&EC, le soutien financier (incitation) est proposé selon le programme éco21 de SIG. Le document en annexe précise les montants à la tonnes subventionnés en fonction des tonnages incinérés économisés.

Concernant les déchets évités au travers du réemploi, il a été décidé d'appliquer un montant forfaitaire de 50 CHF la tonne.

I. Parties prenantes

- SIG-éco21 : conception et financement du Plan d'Actions
- OCEN : membre du Comité éco21-PME et partenaire d'éco21-PME
- Université de Genève : membre du Comité éco21-PME
- Expert technique SIG : membre du Comité éco21-PME
- Programme PEIK de SuisseEnergie : partenaire d'éco21-PME
- GED : accompagnement des grandes PME
- Prestataires pour les démarches en porte à porte : accompagnement des petites PME
- Collaborateurs éco21-PME : membre du Comité éco21-PME, animation du réseau des GED, suivi global du Plan d'Actions
- L'ensemble des grandes PME ayant signé les Conditions de Participation éco21-PME
- L'ensemble des petites PME visitées en porte à porte

Pour D&EC :

- SIG-éco21 : conception et financement du Plan d'Actions
- GESDEC : membre du Comité éco21-PME et partenaire d'éco21-PME
- Expert technique SIG : membre du Comité et/ou expert éco21
- Les Recycleurs genevois (Comité des Recycleurs)
- Swiss Recycling (Association faitière) > PET Recycling, Igora, SENS, SWICO, Vetroswiss...
- Les Partenaires (Manivelle, Materium, Réalise...)
- Les bureaux conseils / Ingénieurs / CE / GED D&EC / GDD, Autre ? : accompagnement des grandes PME et plus globalement des entreprises.
- Prestataires pour les démarches en porte à porte : accompagnement des petites PME
- Collaborateurs éco21-PME : membre du Comité éco21-PME, animation du réseau des GED, suivi global du Plan d'Actions
- L'ensemble des grandes PME ayant signé les Conditions de Participation éco21-PME
- L'ensemble des petites PME visitées en porte à porte

J. Communication

J'accepte que

☒ Les données relatives au Projet / Plan d'Actions ci-dessus soient publiées sur le site internet du Standard genevois d'évaluation.

☒ Mes coordonnées soient publiées sur le site internet du Standard genevois d'évaluation.

Annexes :

- 1. Feuille de route OCEN-éco21**
- 2. Plaquette éco21-PME (Optiwatt) pour les grandes PME**